

REPUBLIQUE GABONAISE
Union -Travail -Justice



STRATEGIE D'ENDETTEMENT DE L'ETAT

ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 2025

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2023-2024	4
A. LES REALISATIONS EN 2023	4
1- L'exécution de la stratégie d'endettement public en 2023	4
1.1- Les termes moyens des nouveaux engagements	5
1.2- Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2023	5
2.- L'encours de la dette publique en 2023	6
2.1-L'encours de la dette extérieure	6
2.2- L'encours de la dette intérieure	7
2.3- Les indicateurs d'endettement	8
B. LES ESTIMATIONS A FIN 2024	8
1. L'évolution de la dette publique et des indicateurs de viabilité	8
1.1- L'exécution de la stratégie d'endettement 2024	8
1.2- L'évolution des agrégats de la dette publique et des ratios d'endettement	9
2-Les indicateurs de risque	10
II. LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC 2025-2027	12
A. LA JUSTIFICATION ET L'AFFECTATION DES EMPRUNTS	12
1- Les objectifs de la stratégie d'endettement	12
2- Les cibles stratégiques des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique	12
3- Les besoins de financement	13
4- L'affectation des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et financements intérieurs (FININ)	15
B. LE PLAFOND DES NOUVEAUX EMPRUNTS ET LES TIRAGES PREVISIONNELS	16
1- Le plafond des nouveaux emprunts	16
2- Les tirages prévisionnels sur Financements Extérieurs et Intérieurs	18
3- Les résultats de la stratégie d'endettement 2025-2027	19
III. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE A L'HORIZON 2039	21
A. LES CONCEPTS THEORIQUES DE BASE	21
1- La solvabilité de la dette publique	21
2- La liquidité de la dette publique	21
B. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE	22
1- Les hypothèses de base	22
2- L'évolution de la solvabilité de la dette publique	22
C. LA RESILIENCE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE	25
1- Les hypothèses du choc	25
2- La robustesse de la solvabilité de la dette publique	25
3- L'évolution de la liquidité de la dette publique	26
CONCLUSION	27

INTRODUCTION

La stratégie d'endettement définit, pour l'année en cours, les orientations en matière de gestion de la dette publique eu égard aux objectifs de coût et de risque assignés par le Gouvernement et à la nécessité, pour ce dernier, de pourvoir aux besoins de financement des investissements publics tout en s'assurant qu'il pourra faire face à ses autres obligations de paiement à court, moyen et long terme.

Le document de stratégie d'endettement couvre la totalité de la dette publique extérieure directe et publique garantie ayant une maturité originale supérieure à un (1) an, la dette publique intérieure conventionnée ainsi que les émissions locales et régionales d'obligations publiques. En conséquence, il n'intègre pas les instances du Trésor, les Bons du Trésor, les avances de trésorerie et la dette fiscale.

La stratégie d'endettement pour l'année 2025 se caractérise par un recours significatif à l'emprunt en vue de poursuivre et finaliser les chantiers en cours initiés par le gouvernement de la Transition. Bien que devant faire face à un service de la dette important dont il a hérité, le gouvernement entend recourir à un niveau d'emprunt porteur d'une croissance économique positive favorisant la croissance économique profitable au plus grand nombre. L'objectif de la présente stratégie est de reconstituer, à moyen terme, des marges d'endettement permettant de rendre à nouveau possible l'usage de la dette dans un cadre contracyclique. De même, la poursuite de la réduction à l'exposition aux risques de marché, principalement les risques de taux de change et de taux d'intérêt, guidera les nouveaux engagements extérieurs et intérieurs sur la période 2025-2027.

Le présent document de stratégie d'endettement s'articule autour des trois (3) axes ci-après :

- I. La situation de la dette publique en 2023-2024 ;
- II. La stratégie d'endettement public 2025-2027 ;
- III. La viabilité de la dette publique à l'horizon 2039.

I. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2023-2024

A. LES REALISATIONS EN 2023

1- L'exécution de la stratégie d'endettement public en 2023

En 2023, les nouvelles signatures se sont chiffrées à 1258,3 milliards de francs CFA contre une prévision de 877,5 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 143,4%. Ces nouveaux engagements progressent de 127,1% par rapport à l'année précédente en raison de l'accroissement des fonds levés sur le marché financier régional d'une part, et la mobilisation des financements envers les partenaires commerciaux et auprès du marché financier international en 2023, d'autre part.

Les nouveaux engagements extérieurs représentent 35,3% du total des nouvelles signatures. Ces dernières enregistrent une baisse de 364,5 milliards de Francs CFA par rapport à leur niveau de l'année précédente. Cette baisse résulte d'une plus faible mobilisation des engagements commerciaux et ceux envers le marché financier international.

Les décaissements extérieurs à fin décembre 2023 se sont chiffrés à 447,9 milliards de francs CFA contre 555,8 milliards de francs CFA prévus, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 80,6%. Ce résultat se justifie par la mobilisation constante des ressources obtenues sur le marché financier international. Par ailleurs, les décaissements effectués sur les financements extérieurs croissent de 22,5% comparativement à leur niveau de 2022.

En 2023, les tirages effectués au profit des prêts-projets représentent 8,4% du montant total des décaissements et ceux orientés vers l'équilibre budgétaire concentrent 91,6% desdits tirages contre respectivement 8,5% et 91,5% prévus dans la loi de finances 2023.

Les tirages sur prêts-projets se sont établis à 106,1 milliards de francs CFA et ont été affectés à la réalisation de quinze (15) projets contre dix-sept (17) inscrits dans la loi de finances 2023. Ces décaissements ont été orientés vers la Réhabilitation du Transgabonais, le projet d'appui à l'employabilité des jeunes, le renforcement des structures sanitaires, le projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes, le programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon, le programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville, le projet de construction de salles de classes, le projet de conception et de réalisation des travaux routiers, le projet .E-Gabon, le développement de la Statistique, le projet de réaménagement de la route Transgabonaise, le développement des services de base en milieu rural, l'acquisition d'un avion C295, l'appui à la diversification de l'économie gabonaise et l'appui au programme graine.

1.1- Les termes moyens des nouveaux engagements

Les termes moyens des nouveaux engagements en 2023 se sont fixés à 7,5 ans pour la maturité, 2,9 ans pour le délai de grâce et 5,9% pour le taux d'intérêt contre des prévisions respectives de 9,6 ans, 4,4 ans et moins de 5%.

Les termes moyens des nouvelles conventions extérieures se sont établis à 14,3 ans pour la maturité, 4,0 ans pour le différé et 6,5% pour le taux d'intérêt. La durée de remboursement et le différé moyen respectent les cibles stratégiques contenues dans la stratégie d'endettement public tandis que l'objectif sur le taux d'intérêt n'est pas réalisé.

Les termes moyens de nouveaux engagements intérieurs se situent à 3,7 ans pour la durée de remboursement, 2,3 ans pour le différé et 5,5% pour le taux d'intérêt contre respectivement 5,0 ans, 4,0 ans et moins de 5,0% en objectifs.

Tableau n°4 : Termes moyens des nouveaux engagements en 2023.

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	12,9	4,8	- de 5,0%	14,3	4	6,5
Bilatéral	15	3	- de 5,0%	0,0	0	0
Multilatéral	18	5	- de 5,0%	15,0	4,5	0,9
Commercial	8,5	2	- de 5,0%	12,3	2,3	3,7
Marché Financier International	10	9	- de 5,0%	15,0	4,5	8,2
Emprunt Intérieur	5	4	- de 5,0%	3,7	2,3	5,5
Marché Financier Régional	5	4	- de 5,0%	3,7	2,3	5,5
Ensemble	9,6	4,4	- de 5,0%	7,5	2,9	5,9

1.2- Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2023

En 2023, le risque de taux de change du portefeuille de la dette publique est maîtrisé. Ce résultat est consécutif à la part importante des monnaies à taux de change fixe qui représente 76,1 % dudit portefeuille, soit 11,4% pour l'Euro et 64,7% pour le Franc CFA. Le poids des monnaies à taux de change variable représente 23,9% du montant total du portefeuille la dette publique.

Pour ce qui est du taux d'intérêt, il est maîtrisé. En effet, l'ensemble des nouveaux engagements a été signé à taux d'intérêt fixe.

En ce qui concerne le risque de refinancement, le portefeuille de la dette y est encore exposé. En effet, la maturité et le différé moyens se situent à des niveaux faibles soit respectivement à 7,5 ans et 2,9 ans.

En somme, les recommandations de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille de nouveaux emprunts dans l'ensemble ont été respectées. Pour ce qui est de la couverture des risques, seul le risque de refinancement n'a pas été maîtrisé en 2023.

2. L'encours de la dette publique en 2023

Au 31 décembre 2023, l'encours de la dette publique se chiffre à 7081,0 milliards de francs CFA, dont 4354,6 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2726,4 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il baisse de 0,7% par rapport à son niveau de 2022 du fait principalement de la diminution des engagements extérieurs.

2.1 L'encours de la dette extérieure

L'encours de la dette publique extérieure se situe à 4354,6 milliards de francs CFA et représente 61,5% du montant total de l'encours. Il enregistre une baisse de 3,7% par rapport à son niveau de l'année antérieure en raison de la diminution de tous les engagements extérieurs.

D'un montant de 789,9 milliards de francs CFA, l'encours bilatéral concentre 18,1% du total de l'encours extérieur. Ce dernier régresse de 6,8% par rapport à l'année 2022. Cette situation résulte du recul des engagements envers le Canada et la Chine.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 1854,9 milliards de francs CFA et correspond à 42,6% de l'encours de la dette extérieure. Comparativement à 2022, il décroît de 2,8% suite à la baisse des engagements auprès du Fonds Européen de Développement, de la Banque Islamique de Développement et de la Banque Européenne d'Investissement.

L'encours de la dette commerciale connaît une baisse de 4,7% par rapport à son niveau de 2022 pour se situer à 194,9 milliards de francs CFA en 2023. Cette régression se justifie par des paiements plus importants que les décaissements effectués au cours de l'année. Par ailleurs, cet encours représente 4,5% du total de la dette extérieure.

L'encours sur le marché financier international quant à lui, diminue de 3,1% par rapport à son niveau de l'année antérieure pour s'établir à 1516,9 milliards de francs CFA en 2023. Cette baisse se justifie par le paiement anticipé de l'Eurobond arrivant à échéance en 2024. L'encours sur le marché financier international concentre 34,8% du montant total de la dette extérieure.

2.2 L'encours de la dette intérieure

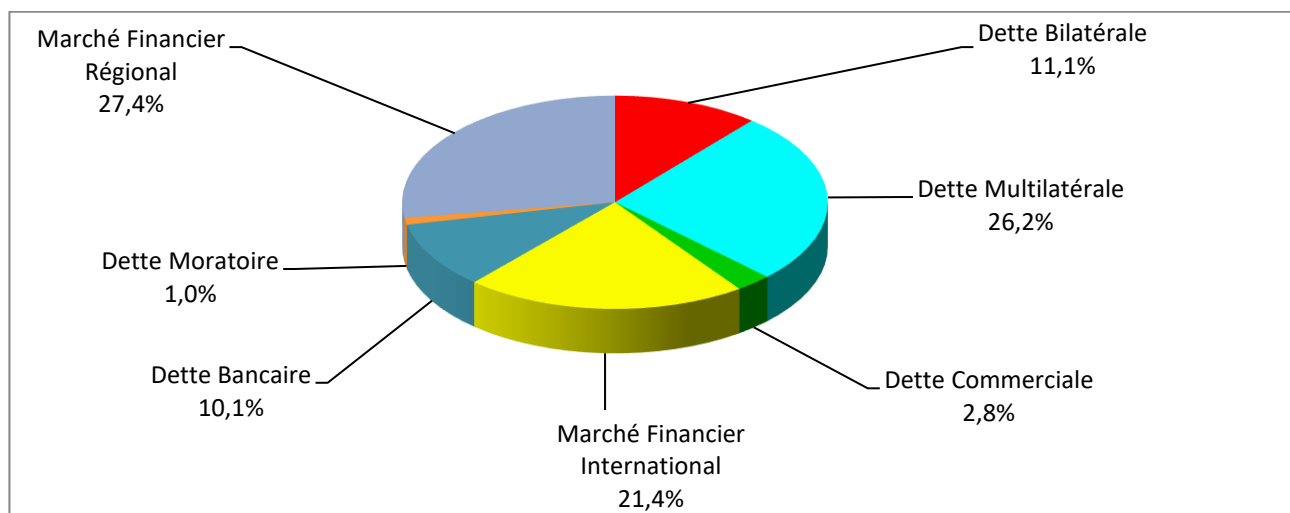
En 2023, l'encours de la dette publique intérieure se chiffre à 2726,4 milliards de francs CFA et représente 38,5% du total de l'encours. Comparé à son niveau de 2022, il croît de 4,5% suite à l'augmentation des engagements nets sur le marché financier régional.

Le stock de la dette bancaire s'établit à 715,8 milliards de francs CFA en 2023, soit 26,3% de l'ensemble de l'encours intérieur. Il diminue de 18,0% par rapport à son niveau de 2022. Cette situation découle de la baisse des engagements de l'Etat envers BGFI BANK et de la prise en compte du stock dû à ECOBANK GABON.

Le montant de la dette moratoire en 2023 s'élève à 73,8 milliards de francs CFA et concentre 2,7% du total de l'encours intérieur. Cet encours connaît une diminution de 66,7% par rapport à l'année antérieure. Cette baisse significative résulte de l'effort d'apurement de la dette moratoire initié au quatrième trimestre 2023, notamment le paiement intégral de la totalité des conventions de dette moratoire dont l'encours était inférieur à 1 milliards de Fcfa.

Le stock de la dette envers le marché financier régional se chiffre à 1936,8 milliards de francs CFA à fin 2023. Il représente 71,0% du montant total de l'encours intérieur. Comparativement à l'année antérieure, il augmente de 28,0% suite à la forte présence du Gabon sur le marché financier intérieur.

Graphique n°1 : Répartition de l'Encours de la Dette Publique par Sources de Financement en 2023 (En Pourcentage)



2.3- Les indicateurs d'endettement

Le taux d'endettement public s'est élevé à 58,2% au 31 décembre 2023 pour une prévision de 54,0%. Ce dernier connaît une augmentation de 3,9 points de pourcentage en raison de la progression plus rapide du PIB par rapport à l'évolution de l'encours.

A fin 2023, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est fixée à 51,7% contre une prévision de 63,2%. En comparaison à l'année antérieure, ce ratio est en hausse de 4,3 points de pourcentage du fait de la baisse plus importante des recettes budgétaires par rapport au service.

Le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires s'est situé à 11,6% pour une prévision de 13,7%. Ce dernier enregistre une diminution de 2,3 points de pourcentage en raison de l'évolution plus importante des recettes budgétaires par rapport aux intérêts.

En définitive, les indicateurs d'endettement connaissent une amélioration contrastée. En effet, le taux d'intérêt se dégrade tandis que la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires s'améliore. Ils demeurent au-dessus des seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% pour la pression du service et 10,0% pour le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

Tableau n°2 : indicateurs d'endettement public en 2023.

	En Pourcentage		
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	54	58,2	4,5
Service/Recettes budgétaires	63,2	51,7	-11,5
Intérêts/Recettes budgétaires	13,7	11,6	-2,1

B. LES ESTIMATIONS A FIN 2024

1. L'évolution de la dette publique et des indicateurs de viabilité

1.1- L'exécution de la stratégie d'endettement 2024

Le plafond d'autorisation pour les nouveaux emprunts en 2024 a été fixé dans la Loi de finances à 1147,9 milliards de francs CFA, dont 569,9 milliards de francs CFA pour les emprunts extérieurs et 578,0 milliards de francs CFA pour les engagements intérieurs.

A fin juin 2024, les nouvelles signatures extérieures s'établissent à 56,4 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 9,9%. Ces emprunts ont été contractés auprès de la Banque Mondiale (BIRD) pour le projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) et pour le programme d'aménagement et de développement des infrastructures du Gabon (PADIG).

Quant aux nouvelles conventions intérieures, elles s'élèvent à 209,7 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 36,3%. Ces nouveaux engagements ont été contractés sur le marché financier régional sous forme d'Obligations du Trésor Assimilables.

Au terme du deuxième trimestre 2024, le portefeuille des nouvelles signatures se compose de deux prêts multilatéraux et des Obligations du Trésor Assimilables (OTA). Les termes moyens des prêts multilatéraux sont de 18,1 ans pour la maturité moyenne, 4,9 ans pour le délai de grâce et 4,6% pour le taux d'intérêt. En ce qui concerne les termes moyens obtenus sur le marché financier régional ils se situent respectivement à 3,7 ans, 2,7 ans et 5,8%.

Au 30 juin 2024, les tirages réalisés s'établissent à 237,5 milliards de francs CFA pour une prévision de 1180,6 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 20,1%. Les décaissements sur prêts projets se chiffrent à 27,8 milliards de francs CFA contre 117,6 milliards de francs CFA prévus sur l'année.

Les tirages sur prêts projets se chiffrent à 27,8 milliards de francs CFA. Ils ont été orientés vers les projets de réhabilitation du Transgabonais, de construction des salles de classes, le renforcement des structures sanitaires, la construction de deux flyovers et quatre passerelles, le renforcement des capacités, l'appui à la diversification de l'économie gabonaise, l'appui au secteur des infrastructures au Gabon, le programme d'alimentation en eau potable, l'appui au programme graine, l'appui au secteur des infrastructures, le projet e-Gabon, le programme de développement de la statistique au Gabon et le développement des services de base en milieu rural.

Les décaissements sur FININ se situent à 209,7 milliards de francs CFA à fin juin 2024 contre 578,0 milliards de francs CFA prévus annuellement, soit un taux d'exécution de 36,3%. Ces tirages ont été exclusivement obtenus sur le marché financier régional sous forme d'Obligations du Trésor Assimilables.

1.2- L'évolution des agrégats de la dette publique et des ratios d'endettement

L'encours de la dette publique en fin décembre s'établirait à 7048,1 milliards de francs CFA avec 4274,8 milliards de francs CFA pour l'extérieur et 2773,4 milliards de francs CFA pour l'intérieur. Le taux d'endettement se fixerait à 55,7% contre 58,2% en 2023, soit une baisse de 2,5 points.

A fin décembre 2024, le service est estimé à 1633,4 milliards de francs CFA avec respectivement 975,8 milliards de francs CFA et 657,6 milliards de francs CFA du service extérieur et intérieur. En comparaison avec l'année précédente où il se situait à 1534,9 milliards de francs CFA, ce service enregistrerait une hausse de 6,4%. La pression du service se fixerait quant à elle à 42,6% à fin 2024 contre 51,7% en 2023. Cette dégradation s'explique par l'importance des refinancements partiels des Eurobonds arrivant à échéance en 2025 et 2031.

Tableau n° 5 : Profil de Coût et de Risque de la Dette Publique à fin 2024.

Ratios de coût et de risque		Extérieure	Intérieure	Total
Encours de la dette en milliards de FCFA		4274,8	2773,4	7048,1
Encours de la dette en % du PIB		33,8	21,9	55,7
Service de la dette en % des recettes budgétaires		26,1	16,5	42,6
Taux d'intérêt Implicite en %		3,6	6	4,5
Risque de Refinancement	Maturité moyenne du Portefeuille de la dette totale en année	8	2,1	5,7
	Dette arrivant à maturité dans un an en %	10,4	29,4	17,9
Risque de Taux d'intérêt	ATR (Average Time to Refixing) – année	6,6	2,1	4,8
	Dette à refixer dans un an – en %	34,5	29,4	32,5
	Dette à taux fixe en % de la dette totale	70,2	100	83
Risque de change	Dette en devises en % de la dette totale	-	-	60,9
	Dette à change flottant en % de la dette en devises	-	-	66,9

2-Les indicateurs de risque

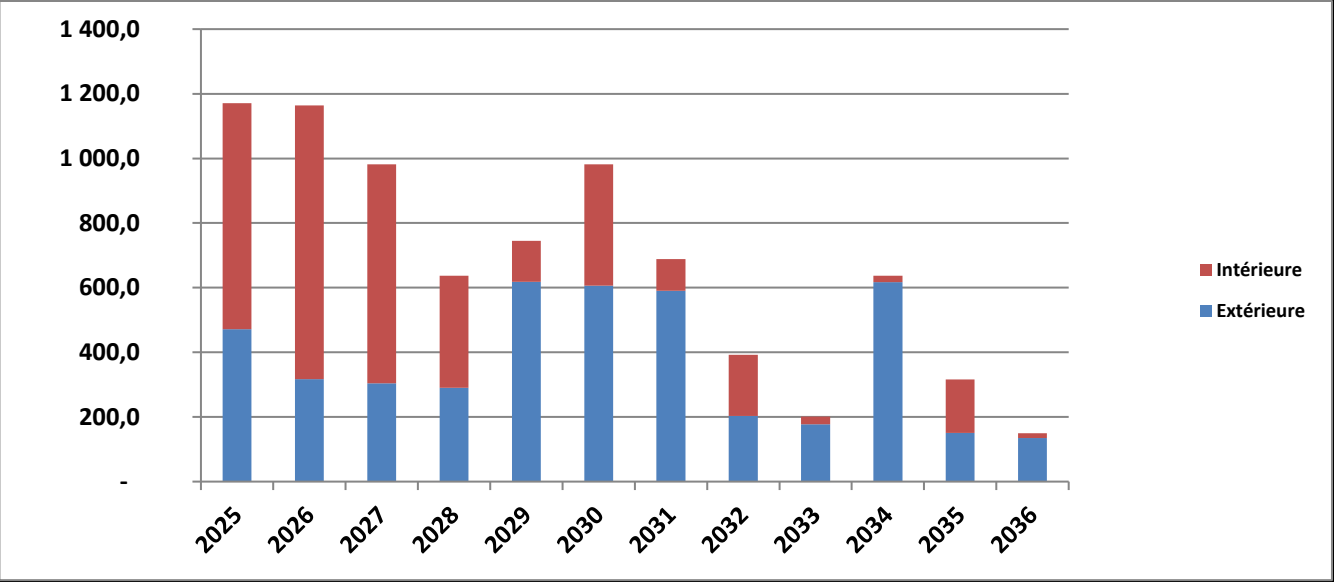
A fin 2024, le portefeuille de la dette publique demeurerait exposé au risque de change en raison de la prépondérance du dollar américain dans l'encours en devise, soit 66,9%. Ce risque est amplifié par le poids important de la dette extérieure qui représente 33,8% du PIB.

Concernant le risque de taux d'intérêt, le portefeuille serait exposé du fait d'un niveau significatif des taux à refixer dans un an et de la durée de refixation qui seraient respectivement de 32,5% et 4,8 ans. Cependant, ce risque pourrait être atténué par la part importante des emprunts à taux fixe qui représente 83,0% de l'encours total.

A fin décembre 2024, le portefeuille de la dette serait exposé au risque de refinancement. En effet, cette vulnérabilité se justifie par une faible maturité moyenne qui s'établirait à 5,7 ans et serait atténuée par le poids de la dette arrivant à échéance dans un an qui se fixerait à 17,9%.

En définitive, le profil de risque du portefeuille de la dette existante serait exposé aux risques de taux d'intérêt, de refinancement et de taux de change.

Graphique n° 2 : Profil de Remboursement du Portefeuille de la Dette Publique à fin 2024 (En milliards de Francs CFA)



II. LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC 2025-2027

A. LA JUSTIFICATION ET L'AFFECTATION DES EMPRUNTS

1- Les objectifs de la stratégie d'endettement

En 2024, la stratégie d'endettement public initiale se caractérisait par un recours important aux financements auprès des partenaires traditionnels de l'État, mais également auprès des marchés financiers, afin d'assurer les engagements incompressibles de l'État et la poursuite des différents chantiers initiés par le Gouvernement de la Transition.

La présente stratégie s'inscrit dans la continuité de celle de l'année antérieure. Cette stratégie vise à stabiliser l'évolution du niveau de l'encours tout en s'assurant du paiement du service de la dette à échéance, d'une part, et à reconstituer les marges d'endettement de l'État, d'autre part.

De ce fait, la stratégie 2025-2027 consacre une présence accrue du Gabon sur le marché régional et une moindre présence sur le marché financier international. Les nouveaux emprunts extérieurs seront essentiellement à termes semi-concessionnels, à change et intérêt fixes.

2- Les cibles stratégiques des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique.

Les principales cibles des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique visées au cours de la période 2025-2027 se présentent comme suit :

➤ Composition du Portefeuille de la dette publique :

La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2027 devrait être de 55,0% de dette extérieure et 45,0% de dette intérieure.

➤ Risque de refinancement du portefeuille de la dette publique :

Pour se couvrir contre les risques de refinancement, les dettes arrivant à échéance dans un (1) an ne devraient pas excéder le seuil de 10,0% du portefeuille de la dette.

➤ Risque de taux d'intérêt à court terme :

La part de la dette dont les taux seront révisés dans un an devrait se situer à moins de 25,0 % et la dette à taux fixe devrait représenter au moins 75,0 % de la dette totale. Par ailleurs, les taux d'intérêts de nouvelles signatures ne devraient pas excéder 5,0%.

Dans le cadre de la maîtrise des risques de taux d'intérêt, le portefeuille des nouveaux emprunts respectera la composition de la dette existante, à savoir près d'un tiers d'engagements contractés à taux d'intérêt variable.

➤ **Risque de taux de change du portefeuille :**

Pour contenir le risque de change, la part de la dette publique libellée en dollar américain devrait se situer entre 20,0% et 30,0%. De ce fait, il serait nécessaire d'accroître la part des prêts libellés en Euro dans la dette extérieure en signant deux tiers (2/3) du montant des nouveaux engagements.

➤ **Les termes des nouveaux engagements extérieurs**

Dans le cadre de la gestion active de la dette, les nouveaux emprunts extérieurs seront contractés conformément aux orientations du gouvernement. Ainsi :

- les dettes multilatérales auront, à minima, une maturité moyenne de 18,0 ans, assortie d'un différé d'amortissement de 5,0 ans ;
- les dettes bilatérales auront, à minima, une maturité moyenne de 15,0 ans et une période de grâce de 3,0 ans ;
- les dettes commerciales auront, à minima, une maturité moyenne comprise entre 7 et 10 ans et un différé minimum de 2 ans.

3- Les besoins de financement

Le solde des opérations budgétaires sur les dix (10) prochaines années se fixerait en moyenne autour de 3,2% du PIB. Ces excédents budgétaires ne suffiraient pourtant pas à financer la totalité du service de la dette dû pour chaque année. Les ressources mobilisées sur la période 2025-2027 serviront au financement des projets et à l'équilibre budgétaire. Ces emprunts seront constitués des prêts projets, des prêts programmes et des émissions obligataires.

Tableau n°6 ; Evolution du Besoin de Financement 2025-2027

<i>En % du PIB, Sauf Indications Contraires</i>			
	2025	2026	2027
Recettes budgétaires	23	20,7	20,2
Déficit hors dette	-2	-8	-6,3
Service de la dette	11,5	10,7	8,6
Besoin de financement	9,5	2,7	2,3
PIB en milliards de FCFA	13019,8	13509	14085,1

En 2025, le montant affecté aux prêts projets sera de 190,5 milliards de francs CFA. Ces fonds proviendront de la Banque Mondiale pour un montant de 29,0 milliards de Francs CFA, de la Banque Africaine de Développement (BAD) à hauteur de 29,0 milliards de Francs CFA, de l'Agence Française de Développement (AFD) pour 18,0 milliards de Francs CFA, de la Banque Islamique de Développement (BID) pour 5,1 milliards de Francs CFA, de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) pour 12,0 milliards de Francs CFA, du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour 0,7 milliards de Francs CFA de la DEUTSCHE BANK pour 25,0 milliards de Francs CFA, de la STANDARD CHARTERED pour 70,3 milliards de Francs CFA et de la Banque SANTANDER pour 1,4 milliards de Francs CFA.

Concernant les prêts programmes, ils se chiffreront à 14,9 milliards de francs CFA et seront mobilisés essentiellement auprès de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA).

S'agissant des émissions obligataires, elles seront mobilisées sur le marché financier international et régional pour respectivement 120,0 milliards de francs CFA et 653,0 milliards de francs CFA.

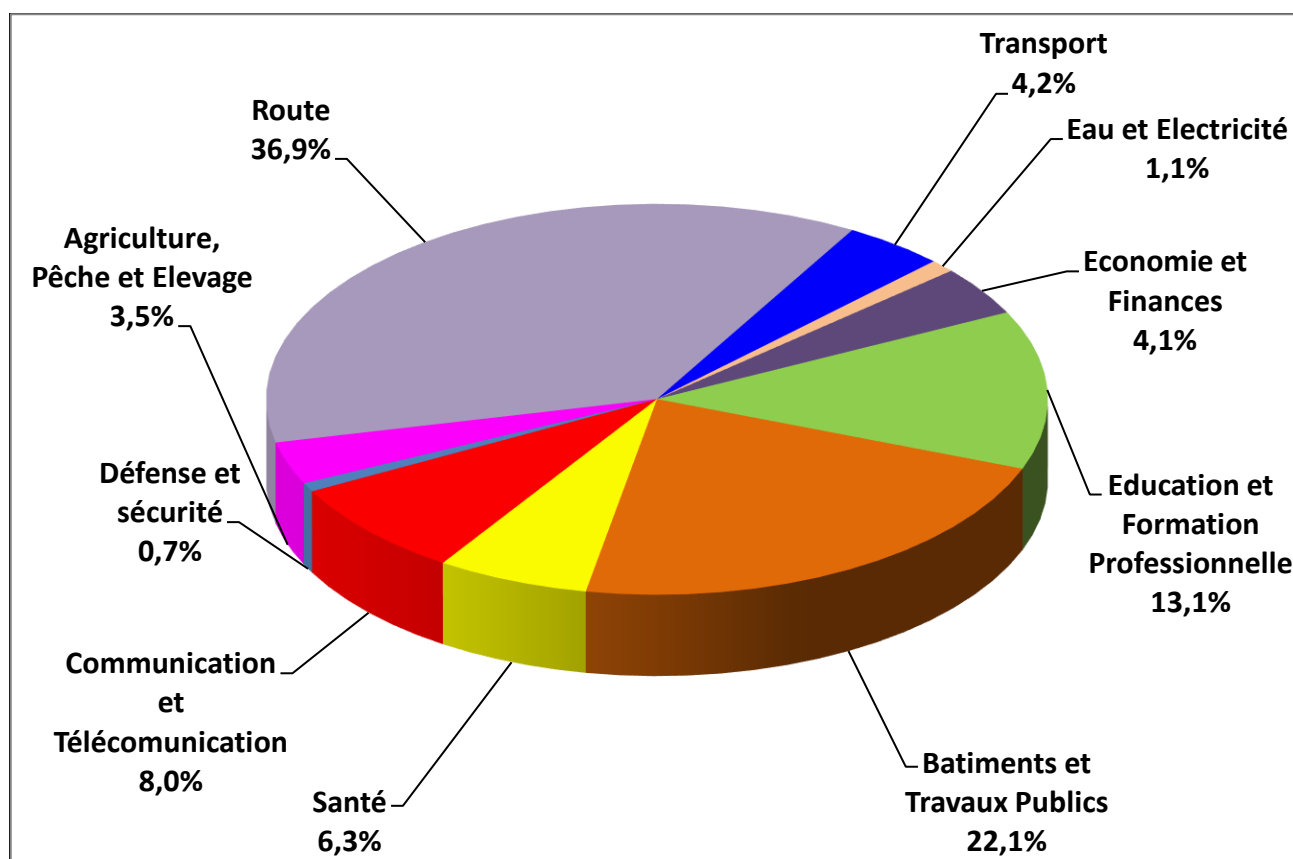
En 2026, les prêts projets, prêts programmes et émissions obligataires régionales seront mobilisés respectivement à hauteur de 1,3% et 0,09% et 1,1% du PIB.

Les financements sur prêts projets, prêts programmes et émissions obligataires régionales en 2027 seront mobilisés respectivement à hauteur de 0,8% et 0,03% et 1,1% du PIB.

4- L'affectation des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et financements intérieurs (FININ)

Les tirages sur financements extérieurs et intérieurs en 2025 seront orientés vers les projets liés aux secteurs de l'Education et Formation Professionnelle, de la Santé, des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), de l'Eau et de l'Electricité, des Transports, de l'Agriculture, Pêche et Elevage, de la Route, de la Défense et Sécurité, des Communications et Télécommunications et de l'Economie et des Finances.

Graphique n°3 : Répartition des Tirages sur Prêts Projets en 2025 (En Pourcentage)



Les décaissements sur prêts-projets affectés au secteur Education et Formation Professionnelle concerneront le Programme d'Investissement au Secteur Education (PISE) et l'appui à l'employabilité des jeunes.

Les décaissements au profit du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) seront orientés vers le Programme d'Appui au Secteur des Infrastructures au Gabon (PASIG), les projets d'aménagement du bassin versant Terre-Nouvelle, de conception et réalisation de deux fly-overs, quatre passerelles piétonnes et un pont métallique d'Ebel-Abanga et le Programme d'Aménagement et de Développement des Infrastructures du Gabon (PADIG).

Concernant le secteur de l'Eau et de l'Electricité, il bénéficiera des tirages relatifs au programme intégré pour l'alimentation en eau potable et au projet d'accès aux services de base et d'amélioration de la performance (PASBAP).

Le secteur des Transports, quant à lui, fera l'objet des décaissements liés au projet de réhabilitation du Transgabonais.

Les ressources relatives au secteur de la santé profiteront à l'appui Covid-19 et à son plan national de vaccination.

Les tirages relatifs au secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage viseront le projet d'Appui au Programme Graine et le projet de Développement Agricole et Rural.

Les financements liés au secteur de la Route seront orientés vers le projet de réhabilitation et construction de 166 km de route Kougouleu-Medouneu, y compris le drainage et la signalisation.

Pour ce qui est du secteur de la Défense et Sécurité, les tirages y relatifs se rapporteront au projet d'acquisition d'un avion.

B. LE PLAFOND DES NOUVEAUX EMPRUNTS ET LES TIRAGES PREVISIONNELS

1- Le plafond des nouveaux emprunts

Les nouveaux emprunts sur la période 2025-2027 seront principalement semi- concessionnels à taux d'intérêt fixe conformément aux orientations stratégiques.

1.1- Le plafond des nouveaux emprunts par sources de dette

Sur la période 2025-2027, les nouveaux engagements se chiffreront à 1402,0 milliards de francs CFA, dont 670,0 milliards de francs de FCFA d'emprunts extérieurs et 732,0 milliards de francs CFA au titre des emprunts intérieurs.

Tableau n° 7 : Plafond des Nouveaux Emprunts par Sources de Financement 2025-2027

(En Milliards de Francs CFA)

	2025	2026	2027	Total
Plafond des nouveaux emprunts extérieurs	470	100	100	670
Semi concessionnel	100	100	100	300
Eurobond	370	0	0	370
Plafond des nouveaux emprunts intérieurs	432	150	150	732
Total Plafond nouveaux emprunts	902	250	250	1402

En 2025, le plafond des nouvelles signatures se situerait à 902,0 milliards de francs CFA. Ce dernier sera composé de 470,0 milliards de francs CFA au titre des nouveaux engagements extérieurs et de 432,0 milliards de francs CFA pour les emprunts intérieurs, soit respectivement 52,1% et 47,9 % du montant total des nouveaux emprunts. La dette intérieure pour sa part, sera constituée des obligations du trésor et obligations du trésor assimilables.

En 2026, le plafond des nouveaux engagements serait de 250,0 milliards de francs CFA dont 100,0 milliards de francs CFA d'emprunts extérieurs et 150,0 milliards de francs CFA d'engagements intérieurs, pour respectivement 40,0% et 60,0% du total des nouveaux emprunts. Les emprunts extérieurs seront essentiellement semi-concessionnels. La dette intérieure pour sa part, sera constituée des obligations du trésor et obligations du trésor assimilables.

En 2027, le plafond des nouveaux engagements sera arrêté sur les prêts extérieurs pour un montant de 100,0 milliards de francs CFA et 150,0 milliards de francs CFA d'engagements intérieurs, soit respectivement 40,0% et 60,0%.

En somme, sur la période 2025-2027, le plafond des nouveaux emprunts s'établirait en moyenne à 467,7 milliards de francs CFA, dont 223,3 milliards de francs CFA d'engagements extérieurs et 244,0 milliards de francs CFA d'engagements intérieurs.

1.2- Le plafond des nouveaux emprunts par types de dettes

Le niveau annuel des nouveaux emprunts en pourcentage du PIB sur la période 2025-2027 représente 6,7% en 2025, 1,9% en 2026 et 1,8% en 2027, ce qui correspondrait à une moyenne de 3,4% sur ladite période.

Tableau n° 8 : Plafond des Nouveaux Emprunts par Types de Dettes 2025-2027

(En Milliards de Francs CFA)

Types de prêt	Monnaies	Types de taux	2025	2026	2027
Semi-concessionnel	Euro	Fixe	48	48	48
Semi-concessionnel	Euro	Variable	27	27	27
Semi-concessionnel	Dollar	Fixe	16	16	16
Semi-concessionnel	Dollar	Variable	9	9	9
Eurobond	Dollar	Fixe	370	0	0
Obligation intérieure	XAF	Fixe	432	150	150
Plafond nouveaux emprunts			902	250	250
Plafond nouveaux emprunts en % du PIB			6,9	1,9	1,8

Les nouveaux emprunts en 2025 s'élèveraient à 902,0 milliards de francs CFA. Ils seraient constitués pour la dette extérieure de prêts semi-concessionnels en Euro pour 75,0 milliards de francs CFA, dont 48,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt fixe et 27,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt variable ; et de prêts semi-concessionnels en Dollar, qui se chiffrent à 25,0 milliards de francs CFA, dont 16,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt variable. Un Eurobond de l'ordre de 370,0 milliards de francs CFA est prévu dans le cadre des émissions de titres publics sur le marché financier international. Les tirages intérieurs quant à eux, s'établiront à 432,0 milliards de francs CFA.

En 2026, le montant des nouvelles signatures serait de 250,0 milliards de francs CFA. Les nouveaux engagements seraient essentiellement semi-concessionnels, dont 75,0 milliards de francs CFA en Euro à raison de 48,0 milliards de francs CFA à taux fixe et de 27,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt flexible. En ce qui concerne les prêts semi-concessionnels en Dollar, ils s'établiront à 25,0 milliards de francs CFA, dont 16,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt variable. Les tirages intérieurs quant à eux, s'établiront à 150,0 milliards de francs CFA.

Les nouveaux engagements en 2027 s'établiraient à 250,0 milliards de francs CFA. Les nouvelles signatures en Euro seront essentiellement semi-concessionnelles, dont 75,0 milliards de francs CFA en Euro à raison de 48,0 milliards de francs CFA à taux fixe et de 27,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt variable. Pour ce qui concerne les emprunts semi-concessionnels en Dollar, ils s'élèveraient à 25,0 milliards de francs CFA, dont 16,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt flottant. Quant aux décaissements intérieurs, ils se chiffrent à 150,0 milliards de francs CFA.

2- Les tirages prévisionnels sur Financements Extérieurs et Intérieurs

Les tirages prévisionnels sur la période 2025-2027 sur financements extérieurs et intérieurs s'établiraient en moyenne à 4,2% du PIB, ce qui représente un niveau de décaissements de 7,0% du PIB en 2025, 2,7% du PIB en 2026 et 2,3% du PIB en 2027.

Tableau n° 9 : Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs 2025-2027*(En pourcentage du PIB)*

Types de prêt	Monnaies	Types de taux	2025	2026	2027
Semi-concessionnel	Euro	Fixe	0,4	0,2	0,2
Semi-concessionnel	Euro	Variable	0,2	0,8	0,4
Semi-concessionnel	Dollar	Fixe	0,2	0	0,1
Commercial	Euro	Variable	0,07	0,4	0,4
Eurobond	Dollar	Fixe	2,8	0	0
Obligation intérieure	XAF	Fixe	3,3	1,1	1,1
Besoin de financement en % PIB			6,9	2,7	2,3

Les tirages sur financements extérieurs en 2025 seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable pour respectivement 0,4% et 0,2% du PIB. Pour les décaissements commerciaux et sur le marché financier international, ils représenteraient respectivement 0,07% et 2,8% du PIB. Quant aux prêts sur financement intérieurs, ils seront effectués sur le marché financier régional à hauteur de 3,3% du PIB.

En 2026, les décaissements sur financements extérieurs seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable pour respectivement 0,2% et 0,8% du PIB. Quant aux tirages sur les prêts commerciaux en Euro à taux d'intérêt variable, ils se situeront à 0,4% du PIB. Ces derniers seront effectués sur les prêts commerciaux existants. Les tirages levés sur le marché financier régional s'établiront à 1,1% du PIB.

Les tirages sur financements extérieurs en 2027 se situeraient respectivement à 0,2% et 0,4% du PIB pour les prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable. Pour leur part, les prêts semi-concessionnels en Dollar à taux d'intérêt fixe se situeraient à 0,1% du PIB. Les décaissements sur les prêts commerciaux à taux d'intérêt variable en Euro seraient de 0,4% du PIB. S'agissant des tirages mobilisés sur le marché financier régional, ils représenteraient 1,1% du PIB.

3- Les résultats de la stratégie d'endettement 2025-2027

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement à moyen terme se caractériserait par une appréciation des indicateurs d'endettement. En effet, le taux d'endettement passerait de 55,7% en 2024 à 39,1% en 2027, soit une baisse de 16,6 points de pourcentage. Le ratio de liquidité sur la même période, quant à lui, s'améliorerait ainsi de 55,0% à 42,7 %. Au terme de la période 2025-2032, le taux d'endettement et le ratio de liquidité seraient respectivement de 37,7% et 14,1%. Bien que les indicateurs d'endettement s'améliorent, ils demeurent au-dessus des seuils stratégiques arrêtés par les Autorités.

Le risque de refinancement demeure modéré sur la période 2024-2027. En effet, la maturité moyenne du portefeuille serait de 7,3 ans entre 2024 et 2027. Par ailleurs, une dégradation de la maturité du portefeuille serait observée entre 2029 et 2032, passant de 8,3 ans à 7,1 ans.

Les indicateurs de risques de taux d'intérêt se dégraderaient dans l'ensemble. En effet, la durée moyenne de refixation des taux s'établirait en moyenne à 6,3 ans entre 2024 et 2027, la dette à taux fixe en pourcentage de la dette totale demeurerait prépondérante dans le portefeuille de la dette. En revanche, la part de la dette à refixer dans un an évoluerait pour se situer en moyenne à 36,7% sur la période 2028-2039.

La part de la dette libellée en monnaie étrangère dans le portefeuille global de la dette augmenterait ainsi de 60,7% en 2024 à 71,8% en 2027. Aussi, le risque de taux de change serait élevé, ce, malgré l'augmentation peu significative de la dette à change fixe qui s'établirait en moyenne à 55,3% de la dette totale.

En définitive, tandis que le portefeuille de la dette publique dans son ensemble fait ressortir une exposition aux risques de taux d'intérêt et de change à l'horizon 2032, le risque de financement demeure quant à lui demeure modéré.

Tableau n° 10 : Evolution du profil de coûts et de risques du portefeuille de la dette

Indicateurs couts et risques		2024	2027	2028	2029	2032
Encours de la dette en % du PIB		55,7	39,1	34,5	35,3	37,7
Service de la dette en % des recettes budgétaires		55	42,7	27,8	30,6	14,1
Taux d'intérêt Implicite en %		4,5	4,5	4,4	4,4	5,1
Risque de refinancement	Maturité du portefeuille de la dette extérieure en années	8	10,7	10,3	10	8,6
	Maturité du portefeuille de la dette intérieure en années	2,1	5,8	5,6	5,1	3,6
	Maturité de la dette totale en années	5,7	8,9	8,7	8,3	7,1
Risque de taux d'intérêt	ATR (Average Time to Refixing) en années	4,8	7,9	7,7	7,4	6,4
	Dette à refixer dans un an en %	32,5	40,9	36,9	34	22,7
	Dette à taux d'intérêt fixe en % de la dette totale	83	76,6	75,8	78,7	84,5
Risque de change	Dette extérieure en % de la dette totale	60,7	71,8	73,8	77,3	80,8
	Dette à change fixe % de la dette totale	59,4	59,3	59,8	53,1	44,6

III. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE A L'HORIZON 2039

A. LES CONCEPTS THEORIQUES DE BASE

L'objectif assigné à la dette publique consiste à mobiliser les ressources indispensables au financement du développement et à la couverture des autres besoins de l'Etat, sans mettre en péril sa stabilité financière et la viabilité à moyen et long terme de son économie.

L'Etat met ainsi en place une stratégie permettant d'assurer la coordination des politiques d'endettement et de gestion de la dette publique avec les politiques budgétaire et monétaire.

Cette stratégie a pour but, d'une part, d'éviter de renchérir le coût de l'endettement public et, d'autre part, de le maintenir à un niveau raisonnable en s'assurant que :

- le niveau et le rythme de croissance de la dette sont soutenables ;
- le service de la dette publique sera régulièrement assuré ;
- les objectifs de coûts et de risques de l'Etat seront réalisés.

1- La solvabilité de la dette publique

Il s'agit de mesurer la capacité de l'Etat à remplir ses engagements de manière continue sur une longue période. Cette capacité s'apprécie à partir du taux d'endettement par le ratio suivant : $\text{Encours de la dette/PIB} \leq 70\%$ (seuil communautaire).

Dans le cadre de sa politique de maîtrise de l'endettement, le Gouvernement a fixé à 35% le plafond stratégique du ratio Encours de la dette/PIB.

2- La liquidité de la dette publique

La liquidité est la capacité de l'Etat à rembourser sa dette à court terme. Elle se mesure par les ratios ci-après :

- Service de la dette/ Recettes budgétaires $\leq 25\%$;
- Intérêts de la dette/Recettes budgétaires $\leq 10\%$.

B. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

1- Les hypothèses de base

Les hypothèses macro-économiques sur la période 2025-2039 font ressortir une croissance moyenne de 3,0% portée essentiellement par le secteur hors pétrole, en particulier les secteurs des mines, de la forêt, des industries de transformation et des services dans un contexte de diversification de l'économie nationale. Le prix du baril de pétrole gabonais se fixerait en moyenne à 70,4 dollars américains avec un taux de change moyen de 578,9 francs CFA. Sur la période 2025-2027, les indicateurs macroéconomiques et financiers sont élaborés sur la base de la vision des nouvelles autorités de la Transition. Elle prend en compte la poursuite des chantiers prioritaires en matière de Route, de Santé, d'Éducation, d'Eau et d'Énergie. La mise en œuvre de ces derniers vise à consolider l'activité économique et à redonner la dignité au peuple gabonais.

Entre 2025 et 2039, les recettes budgétaires s'élèveraient en moyenne à 20,2% du PIB et proviendraient majoritairement du secteur hors pétrole.

Aussi, les dépenses primaires sur la période 2025-2039 se chiffreraient-elles en moyenne à 13,4 % du PIB.

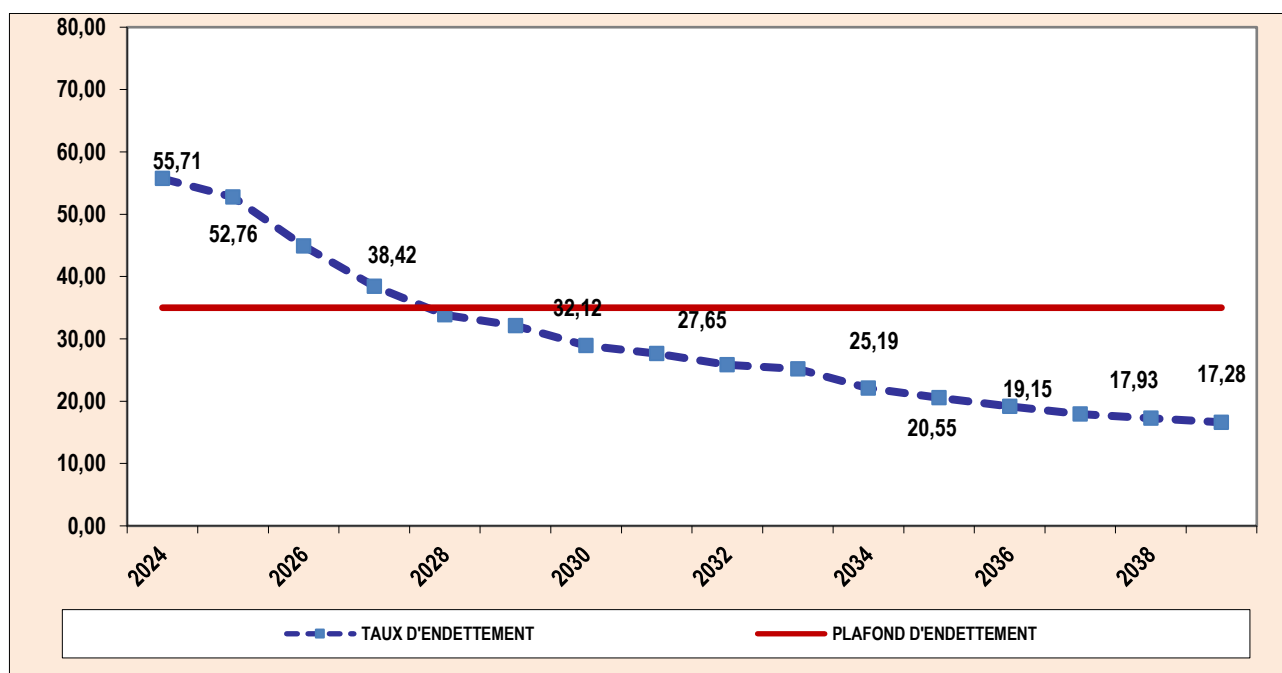
Tableau n°11 : Données Macro-économiques et Budgétaires.

	Moyenne (2021- 2024)	Moyenne (2025- 2027)	Moyenne (2028- 2032)	Moyenne (2033- 2039)	Moyenne (2025- 2039)
Taux de croissance réel (en pourcentage)	2,6	3,7	2,4	3,1	3
Prix du baril de pétrole gabonais (en Dollar US)	84	71,7	70	70,4	70,4
Taux de change du dollar US (en Franc CFA)	594,9	592,1	588,4	566,4	578,9
Recettes budgétaires (en pourcentage du PIB)	20,5	21,3	20,5	19,5	20,2
Recettes budgétaires hors pétrole (en pourcentage du PIB hors Pétrole)	16,9	17,3	16,4	15,4	16,1
Dépenses primaires (en pourcentage du PIB)	17,2	17,1	12,2	12,7	13,4
Solde commercial (en pourcentage du PIB)	-11,3	-13,7	-11	-11	-11,5
Tirages sur emprunts (en pourcentage du PIB)	8,7	4,2	3	1,2	2,4

2- L'évolution de la solvabilité de la dette publique

Au regard de l'évolution des agrégats macroéconomiques et financiers, et du profil des décaissements futurs des emprunts, la dette publique gabonaise demeurerait viable à court, moyen et long terme. Ainsi, le ratio d'endettement pour les quinze (15) prochaines années se fixerait en moyenne à 29,9% du PIB, soit un niveau en dessous du seuil stratégique national de 35,0% du PIB arrêté par les Autorités.

Graphique n°4 : Evolution du Taux d'Endettement de l'Etat



En 2025, le taux d'endettement enregistrerait une amélioration de 3,0 points de pourcentage, en passant de 55,7% en 2024 à 52,8% en 2025. Ce résultat est consécutif à la baisse des sollicitations des ressources d'emprunts et à l'accroissement du PIB.

De 2025 à 2027, le ratio d'endettement se situerait en moyenne à 45,4%, largement au-dessus du seuil stratégique fixé à 35,0%. Toutefois, il serait continuellement en baisse sur le reste de la période.

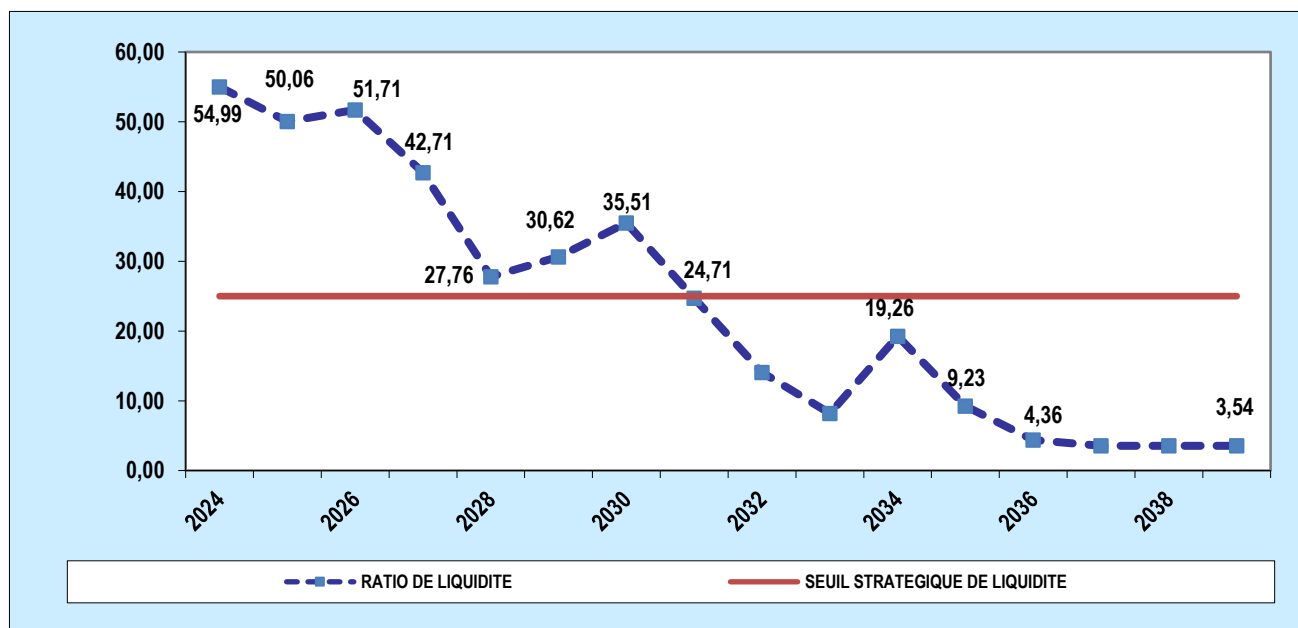
Dès 2028, le niveau d'endettement va continuellement baisser jusqu'en 2039 et serait en deçà du seuil stratégique de 35,0%, soit une moyenne de 23,9%.

En définitive, sur la période 2025-2039, le taux d'endettement évoluerait continuellement à la baisse. Cette embellie résulterait d'une part, du recours modéré à l'endettement supplémentaire, et à l'augmentation du produit intérieur brut.

Le service de la dette sur les recettes budgétaires sur la période 2025-2039, se fixerait en moyenne à 24,0%. Ce ratio serait légèrement en deçà de la limite stratégique de 25,0% sur une longue période, avec des niveaux disparates et des pics autour de 30,0%. Cependant, sur la période 2031-2039, ce dernier reviendrait en dessous du seuil stratégique national, soit 10,1% en moyenne.

Graphique n°5 : Evolution du Service de la Dette Publique

(En Pourcentage des Recettes Budgétaires)



L'année 2025 serait caractérisée par une baisse du ratio de liquidité, soit 5,0 points de pourcentage. Ainsi, le service de la dette rapporté aux recettes budgétaires passerait de 55,0% en 2024 à 50,0% en 2025.

Sur la période 2025-2027, le ratio de liquidité serait en moyenne de 48,2%. Ce dernier demeurerait au-dessus du seuil stratégique fixé à 25,0%. Une pression serait observée entre 2025 et 2026, avec des ratios autour de 50,0% en raison principalement du faible niveau de recettes fiscales et du poids de l'amortissement des Eurobonds 2015, 2021, 2022 et 2023, des APE et des OTA.

Sur la période 2028-2039, le service rapporté aux recettes budgétaires se situerait en moyenne à 15,4% et serait en deçà du seuil stratégique arrêté par les autorités. Toutefois, des pics seraient enregistrés en 2030 et 2034.

En conclusion, la pression du service sur les recettes budgétaires sur la période 2025-2039 évoluerait continuellement à la baisse. Cette embellie résulterait de l'amélioration des recettes budgétaires, d'une part et de la diminution du service, d'autre part.

C. LA RESILIENCE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Afin d'apprécier la résistance de la viabilité de la dette publique aux chocs éventuels que pourrait subir l'économie nationale, un test de résilience est régulièrement effectué. Ce dernier permet d'apprécier la robustesse de la solvabilité et l'évolution de la liquidité de la dette publique dans un contexte de crise économique.

1- Les hypothèses du choc

Compte tenu de la progression attendue de l'économie nationale avec un taux de croissance moyen de 3,0% et de la bonne tenue du secteur hors pétrole, les hypothèses du scénario de choc reposent sur la réalisation, pour deux (2) années successives, de taux de croissance négatifs, à l'instar de celui constaté en 2020, suite à la crise mondiale consécutive à la pandémie de la Covid-19.

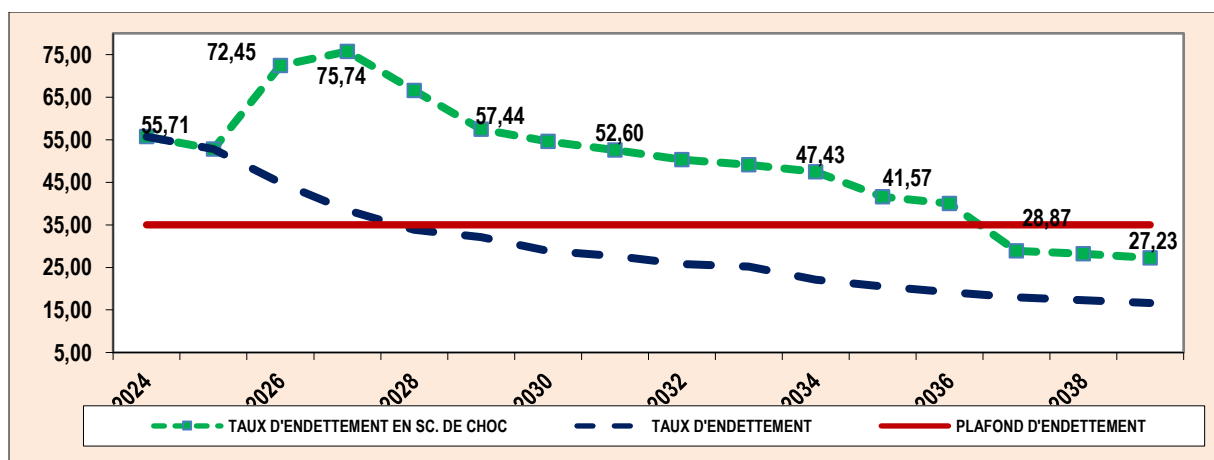
Cette hypothèse se présente ainsi qu'il suit : Un taux de croissance de -1,8% en 2026 et en 2027 contre +3,6% en 2026 et +3,8% en 2027 en hypothèse de base.

L'économie retrouverait dès 2028 le niveau de croissance envisagé dans le scénario de référence. Le déficit budgétaire serait financé par un recours à l'endettement intérieur et extérieur à des conditions plus onéreuses.

2- La robustesse de la solvabilité de la dette publique

Il s'agit de mesurer le niveau de dégradation de la situation d'endettement suite aux chocs économiques sur la période 2025-2039 en l'absence de toutes mesures correctrices. Ainsi, les ratios d'endettement obtenus à l'issue du test sont comparés alternativement au seuil stratégique de 35,0% et au seuil communautaire fixé à 70,0%.

Graphique n°6 : Evolution du Taux d'endettement en scénario de choc



Dès la première année de choc, le taux d'endettement qui était déjà au-dessus du plafond stratégique en 2026, se dégraderait davantage pour s'établir à 72,5% dépassant ainsi le seuil édicté par la CEMAC. Cette tendance serait confirmée pour la seconde année de crise.

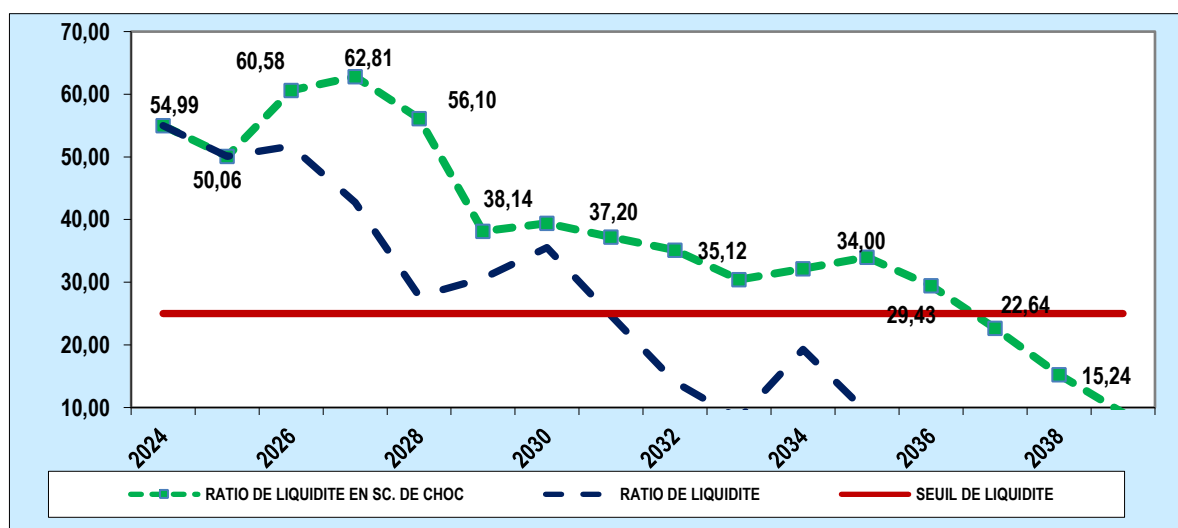
En 2028, le ratio d'endettement reprendrait la tendance baissière observée dans le scénario de référence. Il passerait en dessous du seuil stratégique de 35,0% à partir de 2037, soit 28,9%. Globalement, au regard du niveau actuel de la dette publique et du profil du portefeuille, le taux d'endettement augmenterait dans un contexte de crise économique majeure. Bien qu'au-dessus du seuil communautaire de 70,0% sur les deux années de chocs, ce taux repasserait en dessous dudit seuil dès 2028.

3- L'évolution de la liquidité de la dette publique

La simulation d'un contexte de crise permet, dans le cadre de la liquidité, d'examiner l'évolution du niveau de la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires. Le dépassement du plafond stratégique indiquerait l'ampleur des efforts à entreprendre dans l'accroissement des revenus de l'Etat et dans la réduction des dépenses courantes.

Graphique n°7 : Evolution du Service de la Dette Publique en scénario de choc

(En Pourcentage des Recettes Budgétaires)



En situation de choc, dès la première année de crise en 2026, le ratio de liquidité se situerait au-dessus du seuil stratégique de 25,0%, soit 60,6%. Il se déprécierait davantage pour la seconde année de crise en s'établissant à 62,8% en 2027.

Néanmoins, dès la reprise après les deux (2) années de crise éventuelle, soit en 2028, le service rapporté aux recettes budgétaires reprendrait la tendance baissière observée dans le scénario de base. Il se situerait en moyenne à 31,6% sur le reste de la période, soit un niveau au-dessus du seuil stratégique de 25,0%. Toutefois, dès 2037, le ratio de liquidité passerait en deçà du plafond stratégique arrêté par les autorités.

En définitive, en cas de choc sur l'économie nationale, le profil de remboursement du portefeuille de la dette publique engendrerait une pression du service de la dette sur les recettes budgétaires qui ne dépasserait pas le seuil critique de 2020, année durant laquelle le service de la dette représentait un peu plus de 74,0% des recettes budgétaires.

CONCLUSION

La stratégie d'endettement en 2025 est marquée par un recours significatif aux financements extérieurs et intérieurs en vue de lancer, poursuivre et finaliser les chantiers à fort impact économique social initiés par le Gouvernement de la Transition.

Le portefeuille de la dette publique à fin 2032, fait ressortir une exposition aux différents risques financiers à l'exception du risque de refinancement qui demeure modéré. En effet, le risque de change enregistrerait une dégradation significative avec une augmentation de la part de la dette en devises dans le portefeuille total, passant de 60,7% en 2024 à 80,8% en 2032. Quant au risque des taux d'intérêt, il se dégraderait avec un taux de renouvellement de 22,7% du portefeuille global tous les douze (12) mois. Le risque de refinancement demeure modéré avec une maturité moyenne de 7,1 ans.

Au regard de l'évolution des agrégats macroéconomiques et financiers et du profil de l'endettement futur, la dette publique conventionnée gabonaise demeurerait viable à court, moyen et long terme avec un taux d'endettement moyen de 29,9% sur la période, soit un niveau en deçà du seuil stratégique arrêté par les autorités.

S'agissant du service de la dette sur les recettes budgétaires, il se fixerait à 24,0% sur la période. Ce qui traduirait une amélioration du ratio de liquidité. Ce ratio ne reviendrait en dessous du seuil national de 25,0% qu'à partir de 2034.

L'analyse de la viabilité de la dette montre donc qu'avec le niveau actuel de la dette publique et le profil de son portefeuille, le taux d'endettement augmenterait de façon drastique dans un contexte de crise économique. Ce dernier se situerait au-dessus du seuil communautaire de 70,0% sur les deux années de chocs, soit 74,1% en moyenne, mais passerait en dessous dudit seuil la première année après la crise économique simulée. Il suivrait de manière continue une tendance baissière et s'établirait en dessous du seuil national de 35,0% à partir de 2037. Pour ce qui est du ratio de liquidité, il demeurerait largement au-dessus du seuil national les deux années de chocs, soit 61,7% en moyenne. Cette situation impliquerait qu'en cas de crise majeure, la situation de viabilité de la dette gabonaise serait assez compromise du fait de la détérioration sévère du ratio de liquidité. Cette dernière nécessiterait un ajustement drastique des autres dépenses de l'Etat et un financement additionnel pouvant aboutir à un ajustement monétaire.

Le maintien de la viabilité de la dette publique nécessiterait de poursuivre les mesures de consolidation de la croissance économique, en dépit des frémissements de la croissance mondiale et nationale. Pour ce faire, il importe d'orienter prioritairement les efforts de production nationale sur les secteurs répondant à une demande extérieure stable et résiliente et d'intensifier les mesures de soutien à l'offre et à la demande domestiques. De même, l'accroissement du rendement de la mobilisation des recettes fiscales doit se poursuivre afin d'augmenter les excédents budgétaires et de limiter en conséquence le refinancement de la dette. En ce qui concerne la gestion de la dette, les mesures et le strict respect des orientations stratégiques doivent consister en des indications impératives autant pour ce qui est du niveau des nouveaux emprunts que pour les conditions financières de ces derniers.

Enfin, la stratégie d'endettement ne prend pas en compte les instances du Trésor, les Bons du Trésor, les avances de trésorerie et la dette fiscale. Il conviendrait d'envisager l'intégration de ces autres catégories d'engagement de l'Etat, afin de s'aligner sur le cadre statistique sous-régional (CEMAC) et international en matière de dette publique.